



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 12–19 mai 2021

En bref

Le ministre du Tourisme mexicain, Miguel Torruco, anticipe l'arrivée de 30 M de touristes internationaux en 2021. Ce chiffre représenterait une baisse de 33% par rapport à l'année 2019 (45 M de touristes internationaux). Il s'agirait néanmoins d'une amélioration notable par rapport à 2020, lorsque le Mexique avait reçu 24,3 M de touristes.

LE CHIFFRE À RETENIR

-33%

Le ministère du Tourisme anticipe une baisse de 33% des arrivées de touristes en 2021 par rapport à 2019.

Zoom sur

Les Etats-Unis ont publié un nouveau rapport désignant 17 personnalités politiques et publiques des pays du Triangle nord présumément impliquées dans des affaires de corruption ou trafic de drogue. Six personnalités guatémaltèques sont visées dont notamment deux membres du Congrès pour corruption et l'ancien ministre de l'économie de Jimmy Morales, Paciado Navarizo, pour trafic de drogue. Pour El Salvador, cinq personnes sont visées dont notamment Carolina Recinos, cheffe de cabinet du Président Bukele, pour corruption. Six personnalités honduriennes sont identifiées, tous membres du Congrès pour des affaires de corruption ou en lien avec le narcotrafic. Les personnes visées par cette liste verront leur visa pour les Etats-Unis annulé et devraient se retrouver sous pression des systèmes judiciaires nationaux. La députée Norma Torres, à l'initiative de cette actualisation, s'est félicitée du travail opéré (alors que la CICIG a été évincée du Guatemala, son pays d'origine) et incite les autorités locales à prendre des décisions de justice.

Mexique

1 COVID-19

A la fin de la journée du 19 mai, le Mexique enregistre 220 850 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,43% en une semaine. 2 387 512 cas confirmés ont été enregistrés (+0,52% en une semaine).

2 FINANCES PUBLIQUES

La Banque centrale du Mexique (Banxico) n'a pas délivré d'excédent de son activité («remanente») pour l'année 2020. L'institution compte dans son bilan des réserves internationales et une charge d'exploitation qui peut avoir un solde positif en fonction du taux de change. La loi oblige la Banque centrale à remettre cet excédent au gouvernement (plus précisément, au ministère des Finances), mais avant d'en arriver là, elle doit couvrir le remboursement de la dette et le renforcement du Fonds de stabilisation des recettes budgétaires (FEIP). Du fait de la dépréciation initiale du MXN contre l'USD au cours de l'année 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, le gouvernement s'attendait à un solde positif d'environ 15 Mds USD. Cependant, l'appréciation du MXN au cours du dernier trimestre de l'année 2020 soutenu par la reprise de l'économie a finalement eu pour conséquence d'établir l'excédent de Banxico à zéro en 2020. En 2017 Banxico avait remis son excédent procédant de son activité de 2016 au gouvernement pour un montant total de 15 Mds USD.

Hausse du recouvrement d'impôts au cours des cinq premiers mois de l'année. Selon les chiffres préliminaires du Service de l'administration fiscale (SAT) présentés par le président entre janvier et mai¹ 2021, les recettes fiscales ont

atteint 75,8 Mds USD, contre 66,7 Mds USD au cours de la même période de l'année 2020, soit une hausse de 8,8% g.a. Les recettes d'impôts sur le revenu ont augmenté de 7,4% g.a, à 41 Mds USD, et les recettes de la TVA ont augmenté de 16,7% g.a à 23,3 Mds USD. Cette augmentation résulte de la reprise économique et d'une amélioration de l'efficacité de l'audit fiscal et de la collecte par le SAT.

3 ECONOMIE

La reprise économique montre des signes de ralentissement en avril. L'activité économique au Mexique a ralenti en avril principalement en raison d'une contraction de l'industrie, malgré l'amélioration de la situation de la pandémie. L'indicateur conjoncturel de l'activité économique (IOAE) indique un recul de 0,92% en glissement mensuel au cours du mois d'avril 2021, sa moins bonne performance depuis mai 2020. Ce résultat intervient après une augmentation de 3,95 % g.m en mars. Selon l'Inegi la contraction s'élève à -1,97% g.m pour l'industrie et à -0,3% g.m pour le secteur des services.

Irene Espinosa, gouverneur adjointe de Banxico, a déclaré qu'il n'y avait plus de marge pour de nouveaux abaissements du taux directeur. Elle a aussi déclaré que la Banque centrale pourrait se voir contrainte à procéder à une hausse du taux directeur si les pressions inflationnistes restent élevées. La semaine dernière, le conseil d'administration de Banxico, composé de cinq membres, a voté à l'unanimité en faveur du maintien de son taux d'intérêt directeur à son niveau le plus bas depuis cinq ans, soit 4%, après que l'inflation mensuelle ait atteint 6,08% en avril. Les économistes interrogés par une enquête de Citibank anticipent que le Mexique relève son taux directeur à partir de février 2022.

¹ Chiffres jusqu'au 17 mai 2021

L'économie mexicaine pourrait connaître une croissance supérieure à 5 % en 2021. L'estimation la plus récente de l'activité économique pour 2021 est de 4,8 %, selon l'Institut mexicain des cadres financiers (IMEF). Federico Rubli Kaiser, vice-président du Comité national des études économiques de l'IMEF a déclaré qu'il est très probable que les perspectives de croissance s'améliorent au cours des prochains mois, à une fourchette d'entre 5,4 et 5,5 % du fait de la réouverture progressive de l'économie. Malgré cela, l'IMEF a mis en garde contre une éventuelle baisse du taux de croissance du PIB potentiel, du fait d'un manque d'incitations pour stimuler l'investissement privé.

L'agence de notation Fitch Ratings a maintenu lundi la note souveraine du Mexique à "BBB-", avec des perspectives stables. Fitch a souligné dans sa décision la faible part de la dette publique par rapport aux autres pays latino-américains et des finances extérieures stables et robustes. En outre, l'agence de notation a noté que les facteurs qui soutiennent la croissance potentielle sont la réduction de la charge de Pemex, l'attente de nouveaux investissements dans le pays impulsés par la renégociation de l'ALENA et par la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales. Toutefois, la gouvernance et l'incertitude pèsent sur les perspectives de croissance de long terme. Pour 2021, l'agence s'attend à ce que le gouvernement alloue 12 Mds USD à Pemex (1% du PIB). Aussi, Fitch a amélioré ses perspectives de croissance pour 2021, de 4,2 % à 5 %, sur la base de la réouverture de l'économie du pays et du plan de relance américain.

La population active occupée au Mexique a subi un recul de -4,3% au T1 2021 par rapport à la même période de l'année dernière. Selon l'Enquête nationale sur la profession et l'emploi (ENOEN) de l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi), la population occupée

s'est établie à 53 M de personnes au T1 2021, contre 55,3 M au cours du T1 2020, soit une baisse de 2,4 M de travailleurs. Le taux de chômage a atteint 4,2%, une hausse de 1,3 point de pourcentage en glissement annuel.

4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Au cours du premier trimestre 2021, les chaînes de grands magasins ont perdu plus de 128 M USD de chiffre d'affaires, ce qui constitue son moins bon début d'année depuis 2016. En raison de la progression de la pandémie du COVID-19, le gouvernement de la ville de Mexico avait mis en place des restrictions de fermeture des magasins Liverpool, Suburbia, Sears, Sanborns et Palacio de Hierro de décembre jusqu'à la mi-février.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau 19/05/2021
Bourse (IPC)	+2,51%	+37,07%	49 382,25 points
Taux de change USD/MXN	-0,05%	-14,34%	19,93
Taux de change EUR/ MXN	+0,75%	-4,70%	24,27
Prix du baril mexicain	+0,93%	+129,42%	63,01

Amérique centrale

1. Costa Rica

La Banque Centrale du Costa Rica espère que les exportations, l'investissement et les crédits externes atténueront la chute de devises étrangères causée par l'effondrement du tourisme. Les devises étrangères sont passées de 3 Mds USD à 1 Mds USD entre 2019 et 2020, et en 2021, l'autorité monétaire estime qu'elles atteindront à peine 419 M USD. La Banque Centrale prévoit pour autant que les crédits externes au secteur public et les investissements du secteur privé seront suffisants pour augmenter les réserves de change du pays. Concernant les crédits externes au secteur public, l'autorité monétaire estime que pour 2021, les flux de financement seront équivalents à 2,5% du PIB, et incluront à la fois des crédits de soutien aux finances publiques (2,5 Mds USD) ainsi que des crédits pour soutenir des projets d'investissement (341,6 M USD). L'autorité monétaire prévoit également une augmentation moyenne des IDE de 17,6% pour 2021 et 2022, équivalent à 4,1% du PIB en 2021, contre 3,3% du PIB en 2020.

Le crédit bancaire n'augmente pas au rythme que l'économie voudrait. Par rapport au mois de mars 2020, la croissance des crédits bancaires fut de seulement 0,1% en mars 2021. Malgré un plan de relance du crédit mené par la Banque Centrale costaricienne, le secteur peine à soutenir l'économie réelle. Fin mars, selon les données de la Banque Centrale, 403 M de colons ont été placés par les différents organismes financiers, dont +90% étaient dédiés aux modalités de paiement sous forme d'extensions, de réajustements et de refinancement, et seulement 7,6% à l'octroi de nouveaux crédits.

L'OCDE préconise une stratégie de lutte contre l'informalité au Costa Rica. Dans son rapport

Going for Growth 2021, l'OCDE note l'important problème de l'informalité au Costa Rica et dresse une série de recommandations afin de mettre en place des politiques publiques soucieuses de réduire, sinon de prendre en compte, ce phénomène fragmentant le marché du travail costaricien. Au second semestre 2020, les travailleurs indépendants et travailleurs informels représentaient 90% des nouveaux emplois au Costa Rica selon les chiffres de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Simplifier le salaire minimum en déplaçant progressivement une partie de la charge fiscale des cotisations de sécurité sociale vers d'autres impôts (impôts sur la propriété par exemple), améliorer la qualité de l'éducation et simplifier les démarches administratives (notamment de création d'entreprise) afin de réduire les couts d'entrée sur le marché du travail formel, sont les principales préconisations de politiques publiques afin de lutter contre l'informalité.

Le Gouvernement entrevoit des signaux de reprise de l'activité économique. En mars 2021, l'activité économique enregistre une augmentation de 3,9% par rapport au mois de mars 2020. Par ailleurs, le taux de chômage, est passé de 24,4% au 2^{ème} trimestre 2020 à 18,7% au premier trimestre 2021. Concernant les finances publiques de l'Etat, on remarque que des excédents primaires ont été réalisés ces derniers mois, ce qui ne s'est pas produit depuis plus de 10 ans. Tous ces signaux économiques positifs ont contribué à une révision à la hausse, par la Banque Centrale, des prévisions de croissance pour l'année 2021, estimant un taux de croissance de 2,9% (contre 2,6% initialement). Le Gouvernement costaricien profite de ces résultats positifs pour rappeler que l'accord avec le FMI permettrait de favoriser davantage la relance économique du pays.

2. El Salvador

Le Président Nayib Bukele a répondu aux Etats-Unis et autres organisations internationales ayant suggéré de reconsidérer

l'éviction de l'ensemble des juges de la Cours suprême, en indiquant sur Twitter que les changements étaient « irréversibles ». Cette déclaration fait suite à la visite du conseiller spécial américain pour les pays du Triangle nord, Ricardo Zúñiga, et à sa recommandation de revenir sur cette décision, anticonstitutionnelle selon lui. Les Etats-Unis ont fait part par ailleurs de leur préoccupation sur le rôle grandissant de la Chine auprès de son unique partenaire diplomatique dans la région, *via* M. Zúñiga, précisant leur inquiétude sur « une compétition entre la démocratie et les pouvoirs autoritaires ». Le Parlement salvadorien a d'ailleurs ratifié cette semaine l'accord de coopération économique et technique signé entre El Salvador et la Chine continentale en septembre 2019, qui devrait aboutir selon les autorités salvadoriennes à 500 MUSD d'investissements chinois financés par une aide non remboursable.

La dette de court terme a augmenté de 17,2% g.a. à la fin du premier trimestre 2021, atteignant 2,3 Mds USD soit 8,6% du PIB. La dette publique totale a atteint fin mars 23 Mds USD (+11% g.a.) et représente dès lors 85% du PIB. En détail, 42% de la dette court terme regroupe des certificats du Trésor (Cetes) généralement acquis par des banques sur le marché local et 58% regroupe des bons du Trésor (Letes) utilisés pour combler des déficits temporaires de liquidités. Cette statistique est publiée alors que le Parlement vient d'approuver un prêt de la BCIE de 730 MUSD dont 109 MUSD visant à soutenir le plan de sécurité gouvernementale et financer des projets de modernisation de la police et de l'armée.

Selon la Banque Mondiale, El Salvador est le 5^{ème} récepteur de transferts de fonds des migrants au monde en pourcentage de PIB avec 24% du PIB 2020. Le pays est devancé par les Tonga (38% du PIB), le Liban (33%), le Kirghizistan (29%) et le Tadjikistan (27%). 24% des foyers salvadoriens dépendent des *remesas* alors que celles-ci ont

augmenté de 4,8% en 2020 pour atteindre un montant record de 5,9 Mds USD.

3. Guatemala

Le gouvernement a présenté une série de réformes visant à améliorer le climat des affaires et la place du pays dans le classement *Doing Business* de la Banque mondiale (le pays est actuellement 96^e sur 190). Le Président Giammattei a notamment annoncé des réformes visant à améliorer la gestion des résolutions environnementales et des règlements d'évaluation, de contrôle et de surveillance de l'environnement pour les entreprises. L'exécutif a par ailleurs annoncé une simplification de l'inscription au registre général des propriétés. Enfin, l'Institut de Sécurité sociale a annoncé la mise en place d'un outil informatique permettant de rationaliser et faciliter le paiement des déclarations de sécurité sociale pour les entreprises.

Le Congrès a approuvé les réformes de la loi sur les zones franches. La nouvelle loi vise à renforcer la sécurité juridique des entreprises souhaitant s'implanter dans une zone franche et leur apporter des facilités d'emploi et des avantages fiscaux améliorés. Certains membres de l'opposition ont regretté l'augmentation des avantages fiscaux contreproductifs selon eux pour l'attractivité long-terme du pays. Cette réforme s'inscrit dans la volonté du gouvernement de mettre en place une série de réformes pour soutenir la réactivation économique, dont la loi sur le travail partiel et sur les PPP.

4. Honduras

Le gouvernement hondurien a signé avec la BCIE un prêt de 35 MUSD pour l'achat direct de 2,8 millions de doses de vaccins contre la Covid-19.

Ce financement s'inscrit dans le cadre de la facilité de prêts de 800 MUSD offerte aux pays centroaméricains par la BCIE à des taux très avantageux. Cet achat permettra de vacciner 31% de la population identifiée comme prioritaire par les autorités honduriennes.

A fin avril, le secteur bancaire enregistrait des dépôts des acteurs privés atteignant 15,9 Mds USD (382 Mds HNL) soit 60% du PIB, en hausse de 2,8% par rapport à fin 2020. 60% des dépôts venaient des ménages (+17% g.a.) et 40% des entreprises (+18%). Les comptes épargne représentent 50% du total, les dépôts à terme 26% et les comptes chèques 19%.

5. Nicaragua

Le déficit commercial du Nicaragua s'est élevé à 383,3 MUSD au T1 2021, en hausse de 19% g.a. Cette forte augmentation est principalement due à la hausse de la facture pétrolière de 57 MUSD et des importations de biens de consommation et d'équipement respectivement en hausse de 51 MUSD et 47 MUSD. Les exportations ont quant à elles augmenté de 14% g.a. sur la période. Les économistes analysent cette situation comme la preuve d'une reprise économique du pays mais craignent que le manque de diversification des produits exportés par le pays et l'absence d'investissements n'aggravent le déficit commercial du pays.

6. Panama

Les investissements directs étrangers (IDE) chutent de 86,4% en 2020. Le flux d'IDE dans l'économie panaméenne enregistre pour l'année 2020 un montant total de 588,7 M USD, ce qui représente une baisse de 86,4% par rapport au flux enregistré en 2019, soit 4,3 Mds USD. Une étude de l'Institut National de Statistiques panaméen (INEC) signale que le réinvestissement

des profits des entreprises, principal composant de l'investissement direct étranger au Panama, a enregistré un solde négatif en 2020, ce qui explique en grande partie la chute totale des IDE. Selon Irvin Halman, Président du Centre National de Compétitivité (CNC), retrouver les niveaux d'investissements étrangers d'avant crise, suppose pour le Gouvernement panaméen de se concentrer sur l'attractivité du Panama, de simplifier les processus et démarches administratives, de renforcer le régime juridique de la transparence, de favoriser les partenariats publics-privés et enfin de former davantage la main d'œuvre afin de gagner en compétitivité.

Le Ministère du Commerce et des Industries (MICI) ajoute au régime de concessions publiques minières un peu plus de 25 000 hectares de terres à Colon et Coclé. Autrefois réserves minières d'après le code panaméen des ressources minérales, deux zones, une de 24 000 hectares et l'autre de 700 hectares, ont été déclarées par le MICI comme zones d'extraction minière. Cette décision du MICI s'inscrit dans l'objectif de relance économique par l'activité minière, et fait suite au dialogue entre le MICI et la Banque Interaméricaine de Développement (BID) relatif à l'élaboration d'une politique nationale d'industrie minière. Les associations de défense de l'environnement, dont le Centre d'Impact Environnemental (CIAM), ne manquent pas de rappeler que l'exploitation minière a des conséquences dommageables pour l'environnement, et ne sont pas convaincues par l'argument de la relance économique par l'activité minière.

Mastercard participe à l'écosystème digital du Panama. Créer un écosystème digital robuste et interconnecté est aujourd'hui une priorité du gouvernement panaméen, à laquelle participe l'entreprise américaine Mastercard, en choisissant le Panama comme siège pour ses affaires régionales. Sous le statut de « siège d'entreprise multinationale » (SEM), Mastercard a signé un accord avec le gouvernement panaméen afin d'accompagner le pays dans sa démarche de transformation numérique. Il s'agit d'un accord global qui couvre non seulement des

politiques publiques telles que la numérisation des programmes sociaux, mais également la stimulation de l'écosystème numérique dans les petites et moyennes entreprises, l'accélération de l'inclusion financière, et l'utilisation des nouvelles technologies au service des enjeux de mobilité. Le potentiel digital du Panama grandit, si bien que Mastercard note une croissance des paiements numériques : plus de 30 % du total des transactions est effectué par le biais du commerce électronique, et plus de 50 % des paiements physiques s'effectuent par le biais du sans contact.

Caraïbes

1. République Dominicaine

Avec le slogan "République dominicaine : la République du monde", le gouvernement dominicain a lancé une nouvelle stratégie de marque pays, qui vise à faire valoir sur la scène internationale les caractéristiques distinctives du pays, non seulement comme une destination touristique, mais aussi comme une destination pour les affaires et les investissements, avec des produits d'exportation de haute qualité. La stratégie s'appuiera sur cinq piliers : le tourisme, la culture, les exportations, les investissements et la citoyenneté. Le logo a été choisi dans le cadre d'un concours ouvert dont le gagnant a été désigné le jour même du lancement.

2. Cuba

Les opérations aériennes vers Cuba reprennent. Les compagnies aériennes canadiennes Air Canada et suisse Edelweiss ont annoncé la reprise de leurs vols vers Cuba depuis Toronto, Montréal et Zurich vers La Havane, Varadero et Cayo Coco. Le Canada était, avant la pandémie, le premier émetteur de touristes étrangers sur l'île. D'après le ministère de santé publique cubain, le pays reçoit en moyenne près de 800

voyageurs par jour, en provenance notamment des Etats-Unis, de la Russie, d'Europe et de quelques pays d'Amérique latine.

La fréquentation touristique à Cuba a chuté de 95% au premier trimestre 2021 par rapport à la même période en 2020, d'après les chiffres officiels, illustrant ainsi l'impact de la crise sanitaire sur le secteur. La Russie est devenue le 1^{er} pays émetteur (plus de 21 000 touristes sur le trimestre, malgré une baisse de 71%). Les voyageurs en provenance d'Europe ont également enregistré un net recul, notamment depuis l'Espagne (-95%, avec 2 200 visiteurs), l'Italie (-97%, avec 905 visiteurs), suivi de la France (-98%, avec seulement 872 visiteurs).

Une pénurie de carburant touche à nouveau Cuba. Après quelques jours avec une situation énergétique tendue, les autorités cubaines ont confirmé, le 16 mai, des difficultés d'approvisionnement de pétrole. En conséquence de cette pénurie de carburant, la réduction de certaines lignes de transport public a été également annoncée. 140 autobus cesseront ainsi de circuler à La Havane, tandis que la fréquence de passage des bus sera diminuée. En 2019, le pays avait vécu une situation similaire qui avait été accompagnée de mesures de restriction prises notamment à l'encontre du secteur entrepreneurial, suite à la réduction et au retard des livraisons de pétrole vénézuélien. Cuba produit un tiers de ses besoins en pétrole (environ 45/50 000 barils / jour), le reste (autour de 70/90 000 barils/jours) étant importé (principalement du Venezuela). Conscientes de la nécessité de se tourner vers d'autres fournisseurs, les autorités cubaines ont signé des accords avec la Russie et l'Algérie pour la livraison de pétrole.

Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 19 mai 2021</i>
Costa Rica	293 820 Décès : 3 696
Cuba	128 094 Décès : 834
Guatemala	243 833 Décès : 7928
Haiti	13 598 Décès : 276
Honduras	229 211 Décès : 6 051
Jamaïque	47 572 Décès : 892
Nicaragua	7 193 Décès : 185
Panama	372 221 Décès : 6 305
El Salvador	71 479 Décès : 2 199
République dominicaine	279 565 Décès : 3 597

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>